

Domaine: Droit Economie Gestion, Mention: Activités juridiques, Spécialité: Droit social et syndical

RNCP24106 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1902
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel participe à la rédaction des contrats de travail individuels et des conventions collectives.

Il conseille les salariés sur des problèmes ayant des implications juridiques et les aide à défendre leurs intérêts. Il observe les conditions de travail et veille à l'application de la législation sociale en vigueur.

Par ailleurs, il assiste les responsables hiérarchiques des services dans la gestion des ressources humaines et dans leurs relations avec les différentes instances représentatives du personnel

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Maîtrise du droit du travail
- Rédaction des contrats de travail individuels et des conventions collectives
- Surveiller les conditions générales du travail et d'application de la législation sociale : santé et sécurité du travail
- Assurer une veille juridique sociale
- Gérer les contentieux
- Animer les réunions avec les instances représentatives du personnel et superviser l'organisation des élections
- Conseiller et assister les responsables hiérarchiques des services dans l'application de la gestion du personnel et dans leurs relations avec les différentes instances représentatives du personnel
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Service juridique dans une structure dépendant du secteur public ou privé mais aussi d'une organisation syndicale.
- Service de ressources humaines dans une structure dépendant du secteur public ou privé.
- Accès aux concours A et B de la Fonction Publique (Contrôleur ou Inspecteur du Travail)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Responsable juridique en droit social (droit du travail et sécurité sociale)
- Chargé de la gestion du personnel
- Assistant juridique dans un cabinet d'avocats ou d'expertise comptable
- Médiateur

- Technicien conseil à la CRAM
- Responsable de recrutement dans une agence d'intérim.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 258 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en services à la collectivité (17 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	1 164
Jugés difficiles à recruter	50 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Conditions d'inscription à la certification : Oui

La composition des jurys : Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Conditions d'inscription à la certification : Non

COMPOSITION DU JURY — VAE

Conditions d'inscription à la certification : Oui

La composition des jurys : Enseignants chercheurs et professionnels

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/24106/>